

tion, en mettant de côté complètement une politique nationale de l'énergie, on place ce pays à la merci des décisions prises à l'extérieur de nos frontières. Ce que je soumets en plus, c'est que dans la mesure où il n'y a pas concurrence, où il ne peut pas y avoir concurrence à cause du nombre de joueurs, ce que le gouvernement conservateur est en train de faire, c'est d'écraser les producteurs indépendants canadiens qui vont devoir faire en sorte tôt ou tard, surtout dans une baisse de prix, de remettre ou de vendre aux plus grandes compagnies qui ont le *cash flow* nécessaire qui leur est donné par le fait qu'il n'y a pas de concurrence et que les prix à la pompe sont élevés, les grandes compagnies auront, à cause de cela, à cause de l'attitude de Petro-Canada dans tout le secteur, les grandes compagnies vont être capables de dégager le *cash flow* pour aller acheter des producteurs indépendants qui vont être écrasés. Par qui sont-ils écrasés, ces producteurs indépendants actuellement? Par le fait qu'une des grandes majeures qui est Petro-Canada se doit d'acheter de 60 à 70 p. 100 de son huile des producteurs indépendants. Elle l'achète au prix bas et elle le revend en contrôlant les prix à la pompe.

Monsieur le Président, dans ce contexte, je pense que s'il y a quelqu'un qui doit prendre des décisions d'une façon logique, d'une façon démocratique, c'est cette Chambre et ce gouvernement de l'autre côté, qui nous fait face, et non pas les joueurs qui sont en dehors de nous.

Je voudrais ajouter une autre dimension à ce débat et c'est celle de l'unité canadienne. Lorsque le prix international de l'huile a atteint des niveaux élevés, un gouvernement libéral de l'époque avec évidemment le désaccord des gens qui sont en face de nous a pensé que ce n'était pas normal que l'ensemble des Canadiens paie un prix exorbitant pour l'huile à chauffage et l'essence pour leurs voitures et les entreprises l'énergie pétrolière dont ils avaient besoin, que ces gens-là paient un prix exorbitant parce que trois ou quatre pays producteurs avaient décidé d'exercer un cartel. C'est sûr qu'à ce moment-là on a demandé à certaines provinces productrices de faire des sacrifices pour l'ensemble du Canada. Ce que je soumets aujourd'hui à l'attention des membres du gouvernement, c'est que dans ce même esprit d'unité canadienne, il va venir un moment, si la situation continue d'évoluer, où il faudra que les provinces centrales, que le Québec, que l'Ontario, que d'autres régions du pays, retournent l'ascenseur aux producteurs de l'Ouest parce qu'on ne peut pas permettre, par cette volonté de laisser une libre concurrence qui n'existe pas, de défaire dans l'espace d'un ou deux ans ce qui a pris et ce qui a coûté si cher à bâtir, c'est-à-dire la canadienisation de nos compagnies exploratrices et de nos compagnies productrices de pétrole. C'est exactement ce que cherche à faire le cartel de l'OPEP, casser le plus possible les politiques nationales d'autosuffisance. Et, une fois qu'on les aura cassées, on va «rejacker» les prix et on se retrouvera dans quelques années peut-être avec un prix de \$40, \$50 US le baril. De telle sorte que l'abolition par le projet de loi C-85 des mesures importantes de la politique nationale de l'énergie, en laissant complètement libre cours à un marché libre, qui n'est en fait pas un marché libre, on est en train de tuer la canadienisation de nos compagnies et aussi on replacera le Canada dans une situation de dépendance face aux pays producteurs étrangers pour nos approvisionnements si on doit cesser toute exploration.

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

C'est pourquoi mon plaidoyer aujourd'hui n'est pas telle-ment pour défendre les programmes d'incitation à la recherche pétrolière tels qu'ils existeraient. Mon propos n'est pas de vouloir défendre à tout prix tous les aspects de la politique nationale de l'énergie. Mon propos est de dire à ce gouvernement: Attention, ne vous trompez pas! L'attitude que vous prenez va peut-être être celle qui va tuer la libre concurrence, qui va peut-être être la plus dommageable à l'entreprise privée qui ait pu exister. Et aussi, replacer ce pays probablement dans des situations conflictuelles entre l'Est et l'Ouest.

● (1450)

Et moi, monsieur le Président, ma proposition à ce moment-ci c'est que, compte tenu du fait que le prix du pétrole international baisse, compte tenu du fait que Petro-Canada par son pouvoir d'achat, est en train d'écraser les producteurs indépendants, je dis au gouvernement: Au lieu de vous retirer et d'abandonner tout rôle au niveau de la gérance de cette ressource—et je le répète—qui est encore et que tout le monde sait qu'elle est limitée et non renouvelable, au contraire, le gouvernement devrait intervenir.

Je vois tous les députés conservateurs de l'Alberta. Je comprends que cela doit être difficile. Mais je peux vous dire aujourd'hui, parce que j'ai parcouru le Québec et que j'ai parcouru une partie de l'Ontario, que vous avez des «supporteurs» non seulement en Alberta, mais vous avez des Canadiens et des Canadiennes qui comprennent que, à un moment donné, il faut retourner l'ascenseur. Ils sont prêts à retourner l'ascenseur.

Je ne sais pas à quel moment il faudra intervenir, mais cela me fatigue et cela m'inquiète chaque fois que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) nous dit à la Chambre: Jamais on n'interviendra. On va laisser la libre concurrence.

Cela m'inquiète. Et je dis aux députés conservateurs, surtout des provinces de l'Ouest: Peut-être que vous faites des représentations à l'intérieur de votre caucus. Mais, si vous en faites, à ce moment là vous ne serez pas complètement opposés aux propos que je tiens, propos à l'effet que je ne veux pas être d'une approche partisane. Parce que si vous voulez que je le sois, je peux le devenir, oui, je peux le devenir.

Mais lorsque je parle d'unité canadienne, est-ce que les conservateurs vont dire que je suis partisan? Lorsque je dis qu'il n'y a pas de concurrence dans l'industrie du pétrole aujourd'hui, est-ce que je suis partisan? Lorsque je dis qu'il faut aider la canadienisation et protéger nos producteurs, est-ce que je suis partisan?

Monsieur le Président, à quel moment dois-je considérer des propos comme injurieux à l'endroit de mes collègues? Ce que je les invite à faire, c'est de réaliser que nous ne vivons pas ici dans le domaine de l'épicerie du coin, nous vivons dans un secteur où quatre ou cinq grandes compagnies contrôlent la distribution du produit. Et lorsqu'il y a seulement trois, quatre ou cinq acheteurs, comment voulez-vous que les producteurs indépendants puissent survivre s'il n'y a pas un gouvernement pour protéger cette concurrence-là.

Et j'ajoute ici: Comment peut-il y avoir libre concurrence lorsque des pays producteurs se réunissent au vu et au su de tout le monde pour tenter de limiter la production et faire monter les prix? Je dis: S'il y a quelqu'un qui doit fixer les prix pour le pétrole, pour le gaz, à l'intérieur des limites du